



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes trimestriels 2008-II

## Contenu de la publication

Les comptes nationaux trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995).

Les comptes trimestriels sont diffusés en trois étapes. Une première estimation flash de la croissance économique est réalisée 30 jours après la fin du trimestre. Ce chiffre est réestimé 70 jours après la fin du trimestre et diffusé sur le site web de la Banque Nationale de Belgique accompagné de statistiques détaillées sur la composition du produit intérieur brut (valeur ajoutée, dépenses, revenus) et sur le marché du travail. Enfin, 120 jours après la fin du trimestre, l'estimation définitive et complète des principaux agrégats de l'économie est publiée, en même temps que les comptes des administrations publiques.

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le deuxième trimestre de l'année 2008, ainsi qu'une estimation flash du produit intérieur brut du troisième trimestre 2008. Elle se compose de deux parties: la première donne une brève synthèse des résultats; la seconde présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenus, épargne et solde de financement de la nation; emploi et salaires et les comptes des administrations publiques).

Les comptes du deuxième trimestre de l'année 2008 et l'estimation flash de la croissance économique du troisième trimestre ont été établis sur la base des données disponibles au 20 octobre 2008.

© Institut des comptes nationaux  
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.  
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1783-7294 (print)  
ISSN 1783-7308 (online)

# Table des matières

Table des matières	3
Synthèse	5
Tableaux et graphiques	9
1 Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	10
1.1 Estimations à prix courants	10
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2006)	10
2 Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	11
2.1 Estimations à prix courants	11
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2006)	11
3 Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus	12
4 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement	13
5 Statistiques du marché du travail	14
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	14
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	14
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	14
5.4 Répartition du volume de travail par branche d'activités: salariés	14
6 Comptes non financiers des administrations publiques, estimations à prix courants	15
6.1 Recettes, dépenses et capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques	15
6.2 Evolution des recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques	16
6.3 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques (données cumulées)	16
6.4 Recettes et dépenses: contribution des composantes à la variation totale à un an d'écart	17
Publications de l'ICN et personnes de contact	19
Remarques générales	23
Signes conventionnels	25
Liste des abréviations	27



# Synthèse

## L'activité économique a progressé de 0,3 p.c. au deuxième trimestre de 2008

Au cours du deuxième trimestre de 2008, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,3 p.c. en volume par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, la croissance s'est stabilisée (1,9 p.c., comme au premier trimestre).

La valeur ajoutée a continué de progresser dans les branches de services (0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent) et dans l'industrie (0,1 p.c.). Elle s'est, en revanche, contractée dans la construction (-0,4 p.c.), après un premier trimestre ayant bénéficié de conditions météorologiques favorables.

L'évolution des différentes composantes de la demande intérieure est mitigée. Les entreprises ont largement contribué à la croissance économique, en augmentant leurs investissements de 1,5 p.c. par rapport au trimestre précédent. En revanche, les ménages ont maintenu leurs dépenses de consommation et leurs investissements en logements au niveau du trimestre précédent.

Les exportations de biens et services ont augmenté de 0,6 p.c. Soutenues par les investissements des entreprises, les importations ont néanmoins crû encore plus rapidement (0,8 p.c.), de sorte que le solde extérieur s'est une nouvelle fois dégradé.

L'emploi a, au deuxième trimestre de 2008, progressé de 0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de 2007, cette évolution se traduit par une augmentation de 1,8 p.c., soit près de 77 000 travailleurs.

Comme c'est traditionnellement le cas au deuxième trimestre, les administrations publiques ont dégagé un surplus de financement, d'environ 4,0 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, soit pratiquement un résultat inchangé par rapport à celui de la même période de l'année 2007. Ce résultat est la conséquence d'une augmentation de même montant, par rapport au deuxième trimestre 2007, des recettes et des dépenses. L'augmentation des recettes est due, pour une moitié, à l'évolution à la hausse des impôts directs soutenue par la croissance du précompte professionnel et des versements anticipés des sociétés et, pour l'autre moitié, à l'évolution des impôts indirects et des cotisations sociales. La progression des dépenses résulte principalement de l'augmentation des dépenses de prestations sociales.

## et de 0,1 p.c. au troisième trimestre de 2008

Selon la première estimation "flash" du PIB, la croissance de l'activité économique a ralenti au troisième trimestre de l'année 2008 mais est demeurée légèrement positive. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,1 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le tassement de la croissance s'est accentué (1,2 p.c., contre 1,9 p.c. un trimestre plus tôt).

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PIB TRIMESTRIEL**

(en euros chaînés (année de référence 2006), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006				2007				2008		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III			
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente <sup>1</sup>	3,0	2,6	2,9	2,9	2,5	2,7	2,3	1,9	1,9	1,2			
Par rapport à la période précédente <sup>1</sup>	3,0	2,6	0,8	0,8	0,3	0,7	0,4	0,4	0,3	0,1			

Source: ICN

<sup>1</sup> Le chiffre du troisième trimestre de 2008 est le résultat de l'estimation Flash du PIB.

**TABLEAU 2 ÉVOLUTION DES AGRÉGATS TRIMESTRIELS**

(en euros chaînés (année de référence 2006), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006				2007				2008		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III			
Produit intérieur brut <sup>1</sup>	3,0	2,6	0,8	0,8	0,3	0,7	0,4	0,4	0,3	0,1			
Valeur ajoutée de l'industrie	3,6	2,5	1,5	-0,2	0,3	0,4	0,1	0,2	0,1				
Valeur ajoutée de la construction	8,5	3,5	1,2	0,5	0,1	0,1	0,1	1,6	-0,4				
Valeur ajoutée des services	2,4	2,5	0,5	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3				
Dépenses de consommation privée	2,1	2,0	0,6	0,7	0,3	0,4	0,2	0,5	0,0				
Dépenses de consommation publique	0,1	2,3	0,6	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4				
Formation brute de capital fixe des entreprises	5,6	8,5	5,2	-2,4	3,9	3,2	2,9	1,6	1,5				
Formation brute de capital fixe en logements	7,9	1,3	0,3	-0,6	-0,1	0,5	0,2	0,6	0,0				
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-10,6	3,4	-45,5	79,1	-2,4	-0,4	-3,5	0,8	0,6				
Formation brute de capital fixe totale	4,8	6,1	-0,4	1,7	2,3	2,2	1,7	1,3	1,1				
Variation des stocks <sup>2</sup>	0,8	0,1	0,3	-0,3	-0,1	0,5	0,0	0,2	0,1				
Exportations de biens et services	2,7	3,9	1,2	0,7	0,7	1,7	0,8	0,5	0,6				
Importations de biens et services	2,7	4,4	1,1	0,3	1,1	2,9	1,1	0,9	0,8				
Exportations nettes de biens et services <sup>2</sup>	0,1	-0,3	0,0	0,2	-0,3	-0,5	-0,2	-0,5	-0,2				
Emploi (nombre de travailleurs)	1,4	1,8	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,3				

Source: ICN

<sup>1</sup> Le chiffre du troisième trimestre de 2008 est le résultat de l'estimation Flash du PIB.

<sup>2</sup> Contribution à la variation du PIB.

### Estimation trimestrielle du volume d'heures prestées

En octobre 2003, lors de la publication des comptes nationaux 2002, l'Institut des Comptes nationaux (ICN) a publié pour la première fois des chiffres annuels relatifs au volume de travail sous la forme du nombre d'heures prestées par les salariés. Désormais, et pour la première fois dans la présente publication, ces chiffres sont également publiés selon une périodicité trimestrielle.

La méthode d'estimation du volume du travail salarié appliquée trimestriellement est calquée sur celle utilisée pour les chiffres annuels.

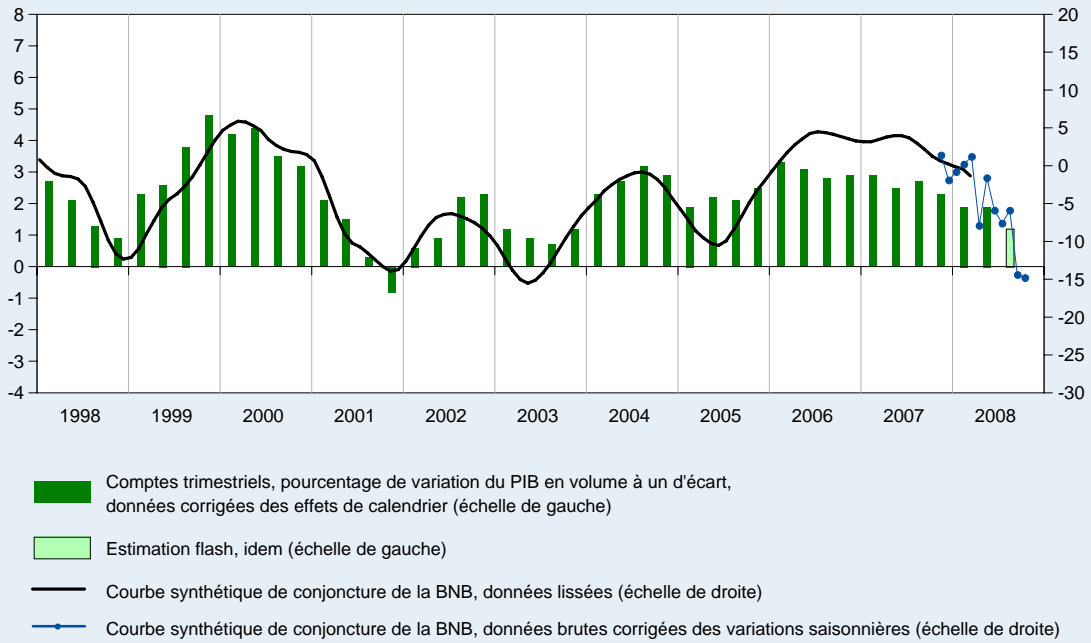
Dans l'estimation de l'emploi, le nombre de personnes salariées est obtenu en compilant tous les individus identifiés par les différents organismes de sécurité sociale (ONSS, ONSS-APL, etc.). La situation est différente pour le calcul du nombre d'heures prestées: seuls les fichiers de l'ONSS fournissent une information - incomplète - à ce sujet. L'estimation du nombre d'heures prestées repose dès lors sur l'utilisation d'un coefficient de passage permettant de passer du chiffre de l'emploi mesuré en nombre de personnes à celui du volume de travail mesuré en nombre d'heures.

Les coefficients multiplicatifs sont obtenus en estimant le nombre d'heures déclarées auprès de l'ONSS et en les divisant par le nombre de personnes enregistrées dans les mêmes fichiers, sur la base des statistiques individuelles par entreprise. Ces coefficients sont ensuite appliqués au niveau le plus détaillé (116 branches d'activité réparties en 12 secteurs institutionnels) aux statistiques du nombre de personnes salariées et fournissent ainsi le nombre d'heures prestées.

Pour les salariés enregistrés auprès de l'ONSS, qui représentent plus de 85 p.c. de l'emploi salarié, l'application du coefficient de passage ne donne pas d'autre résultat que celui qui serait obtenu en compilant directement le nombre d'heures. L'utilisation d'un coefficient de passage est requise pour les personnes inscrites auprès des autres organismes de sécurité sociale (moins de 15 p.c. de l'emploi salarié), pour lesquels on peut parler de méthode d'estimation indirecte.

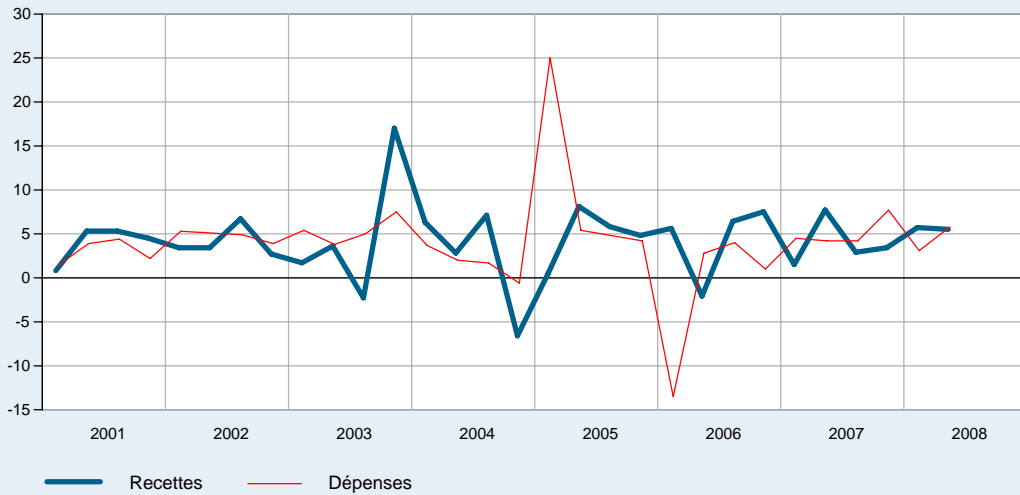
Afin de faciliter l'interprétation économique des évolutions du volume de travail, ce sont les données corrigées des effets de calendrier qui sont reprises dans les comptes annuels. Dans les comptes trimestriels, la correction des effets saisonniers vient s'ajouter à celle des effets de calendrier.

**GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE**



Source: ICN

**GRAPHIQUE 2 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**  
 (pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)



Source: ICN



## Tableaux et graphiques

# 1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

## 1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.229	2.353	543	548	622	573	581	577	655	587
Industrie	54.506	55.590	13.767	13.830	13.914	13.910	13.903	13.863	13.777	13.799
Construction	14.437	15.773	3.686	3.746	3.868	3.959	3.983	3.964	4.035	4.069
Services										
Commerce, transports et communications	64.788	68.273	16.390	16.430	16.573	17.081	17.193	17.426	17.526	17.725
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	81.322	86.444	20.401	20.678	21.167	21.446	21.820	22.011	22.193	22.437
Administration publique et éducation	39.000	40.476	9.790	9.898	9.987	10.080	10.159	10.250	10.377	10.484
Autres services	27.274	28.913	6.886	6.947	7.104	7.214	7.295	7.300	7.371	7.427
Impôts moins subventions sur les produits	35.227	37.080	8.814	9.052	9.217	8.997	9.487	9.380	9.458	9.570
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>318.803</b>	<b>334.902</b>	<b>80.282</b>	<b>81.135</b>	<b>82.452</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.392</b>	<b>86.097</b>

## 1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2006)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.229	2.305	556	561	568	574	579	584	587	591
Industrie	54.506	55.856	13.732	13.932	13.899	13.942	14.000	14.016	14.044	14.061
Construction	14.437	14.936	3.665	3.708	3.728	3.733	3.735	3.740	3.799	3.782
Services										
Commerce, transports et communications	64.788	67.559	16.252	16.339	16.652	16.906	16.971	17.030	17.140	17.117
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	81.322	83.151	20.343	20.456	20.597	20.628	20.866	21.060	21.210	21.357
Administration publique et éducation	39.000	39.161	9.760	9.768	9.770	9.779	9.795	9.818	9.848	9.877
Autres services	27.274	27.836	6.829	6.864	6.907	6.945	6.978	7.007	7.032	7.057
Impôts moins subventions sur les produits	35.227	36.392	8.773	8.921	9.086	8.974	9.166	9.167	9.121	9.170
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>318.803</b>	<b>327.088</b>	<b>79.904</b>	<b>80.516</b>	<b>81.191</b>	<b>81.447</b>	<b>82.057</b>	<b>82.392</b>	<b>82.753</b>	<b>82.985</b>

## 2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

### 2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>166.910</b>	<b>174.955</b>	<b>42.010</b>	<b>42.426</b>	<b>42.883</b>	<b>43.657</b>	<b>43.818</b>	<b>44.597</b>	<b>45.227</b>	<b>46.229</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>71.287</b>	<b>74.342</b>	<b>17.840</b>	<b>18.040</b>	<b>18.398</b>	<b>18.397</b>	<b>18.653</b>	<b>18.894</b>	<b>19.284</b>	<b>19.675</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	66.931	72.584	17.064	17.117	17.392	17.958	18.472	18.763	19.115	19.603
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	43.379	47.794	10.915	11.609	11.234	11.786	12.200	12.574	12.824	13.234
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	18.404	19.352	4.729	4.723	4.777	4.804	4.904	4.867	4.969	5.014
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.133	5.439	1.416	781	1.381	1.368	1.368	1.322	1.323	1.355
Variation des stocks	4.085	2.974	555	138	7	234	1.147	1.586	2.912	1.988
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>9.591</b>	<b>10.048</b>	<b>2.813</b>	<b>3.414</b>	<b>3.772</b>	<b>3.015</b>	<b>2.330</b>	<b>931</b>	<b>-1.146</b>	<b>-1.398</b>
Exportations totales	278.043	297.615	70.178	70.612	72.242	73.484	75.580	76.308	77.163	78.758
Importations totales	268.456	287.567	67.365	67.199	68.470	70.469	73.250	75.378	78.309	80.156
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>318.803</b>	<b>334.902</b>	<b>80.282</b>	<b>81.135</b>	<b>82.452</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.392</b>	<b>86.097</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2006)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>166.910</b>	<b>170.179</b>	<b>41.815</b>	<b>42.056</b>	<b>42.351</b>	<b>42.477</b>	<b>42.637</b>	<b>42.713</b>	<b>42.931</b>	<b>42.916</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>71.287</b>	<b>72.962</b>	<b>17.829</b>	<b>17.927</b>	<b>18.067</b>	<b>18.192</b>	<b>18.303</b>	<b>18.399</b>	<b>18.482</b>	<b>18.563</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	66.931	71.018	16.946	16.886	17.178	17.579	17.974	18.287	18.522	18.716
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	43.379	47.072	10.877	11.442	11.167	11.605	11.978	12.323	12.522	12.708
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	18.404	18.639	4.663	4.679	4.650	4.645	4.668	4.676	4.703	4.705
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.133	5.307	1.399	762	1.365	1.333	1.328	1.281	1.291	1.299
Variation des stocks	4.085	4.285	952	1.170	933	850	1.232	1.271	1.471	1.576
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>9.591</b>	<b>8.644</b>	<b>2.401</b>	<b>2.436</b>	<b>2.595</b>	<b>2.364</b>	<b>1.932</b>	<b>1.753</b>	<b>1.345</b>	<b>1.197</b>
Exportations totales	278.043	288.936	69.787	70.639	71.124	71.605	72.820	73.387	73.728	74.151
Importations totales	268.453	280.292	67.384	68.131	68.326	69.052	71.070	71.845	72.494	73.059
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>318.803</b>	<b>327.088</b>	<b>79.904</b>	<b>80.516</b>	<b>81.191</b>	<b>81.447</b>	<b>82.057</b>	<b>82.392</b>	<b>82.753</b>	<b>82.985</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>158.802</b>	<b>168.071</b>	<b>40.035</b>	<b>40.419</b>	<b>41.111</b>	<b>41.910</b>	<b>42.205</b>	<b>42.846</b>	<b>43.456</b>	<b>43.497</b>
Salaires et traitements bruts	117.722	124.164	29.653	29.973	30.473	30.829	31.176	31.686	32.177	32.270
Cotisations sociales	41.079	43.907	10.381	10.446	10.638	11.081	11.029	11.159	11.279	11.226
<b>Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut <sup>1</sup></b>	<b>122.522</b>	<b>128.884</b>	<b>31.022</b>	<b>30.807</b>	<b>31.862</b>	<b>32.146</b>	<b>32.495</b>	<b>32.381</b>	<b>32.634</b>	<b>32.846</b>
Impôts nets à la production et à l'importation	37.479	37.947	9.225	9.908	9.479	9.205	9.720	9.543	9.302	9.754
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>318.803</b>	<b>334.902</b>	<b>80.282</b>	<b>81.135</b>	<b>82.452</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.392</b>	<b>86.097</b>

<sup>1</sup> Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

#### 4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>318.803</b>	<b>334.902</b>	<b>80.282</b>	<b>81.135</b>	<b>82.452</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.392</b>	<b>86.097</b>
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	2.094	1.827	784	325	341	495	345	645	375	-228
<b>Revenu national brut</b>	<b>320.897</b>	<b>336.729</b>	<b>81.065</b>	<b>81.460</b>	<b>82.793</b>	<b>83.756</b>	<b>84.765</b>	<b>85.415</b>	<b>85.767</b>	<b>85.868</b>
Consommation de capital fixe	47.875	50.473	12.023	12.175	12.349	12.526	12.707	12.891	13.085	13.281
<b>Revenu national net</b>	<b>273.022</b>	<b>286.256</b>	<b>69.042</b>	<b>69.285</b>	<b>70.444</b>	<b>71.230</b>	<b>72.058</b>	<b>72.524</b>	<b>72.683</b>	<b>72.587</b>
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-3.848	-3.685	-947	-1.024	-859	-884	-989	-953	-933	-967
<b>Revenu national net disponible</b>	<b>269.175</b>	<b>282.572</b>	<b>68.095</b>	<b>68.260</b>	<b>69.585</b>	<b>70.346</b>	<b>71.069</b>	<b>71.571</b>	<b>71.749</b>	<b>71.620</b>
Consommation finale nationale	238.197	249.297	59.850	60.466	61.281	62.054	62.471	63.491	64.511	65.904
<b>Épargne nationale nette</b>	<b>31.107</b>	<b>33.275</b>	<b>8.277</b>	<b>7.827</b>	<b>8.304</b>	<b>8.292</b>	<b>8.598</b>	<b>8.080</b>	<b>7.238</b>	<b>5.715</b>
Formation brute de capital fixe	66.931	72.584	17.064	17.117	17.392	17.958	18.472	18.763	19.115	19.603
Variation des stocks	4.085	2.974	555	138	7	234	1.147	1.586	2.912	1.988
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-74	-250	-38	74	-32	-60	-74	-85	-20	50
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale</b>	<b>7.702</b>	<b>7.017</b>	<b>2.491</b>	<b>3.088</b>	<b>2.991</b>	<b>2.336</b>	<b>1.382</b>	<b>308</b>	<b>-1.974</b>	<b>-2.794</b>

## 5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

### 5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	569	612	144	146	149	152	155	156	160	159
Industrie	32.007	33.262	8.078	8.104	8.136	8.451	8.348	8.327	8.408	8.367
Construction	7.749	8.237	1.959	2.008	2.055	2.031	2.062	2.089	2.190	2.195
Services	118.477	125.960	29.854	30.161	30.771	31.276	31.640	32.274	32.697	32.776
Commerce, transports et communications	35.369	37.757	8.914	9.019	9.214	9.387	9.500	9.656	9.815	9.781
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	27.897	30.364	7.044	7.142	7.323	7.522	7.641	7.878	7.932	7.932
Administration publique et éducation	35.889	37.359	9.029	9.080	9.249	9.299	9.340	9.472	9.629	9.711
Autres services	19.322	20.480	4.867	4.920	4.984	5.068	5.160	5.268	5.322	5.352
<b>Rémunération totale des salariés</b>	<b>158.802</b>	<b>168.071</b>	<b>40.035</b>	<b>40.419</b>	<b>41.111</b>	<b>41.910</b>	<b>42.205</b>	<b>42.846</b>	<b>43.456</b>	<b>43.497</b>

### 5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Indépendants	694,6	702,6	695,9	698,0	699,6	701,6	703,5	705,5	708,1	709,6
Salariés	3.648,7	3.719,1	3.658,3	3.673,4	3.691,2	3.711,0	3.727,3	3.746,9	3.766,9	3.780,4
<b>Emploi total</b>	<b>4.343,3</b>	<b>4.421,7</b>	<b>4.354,1</b>	<b>4.371,4</b>	<b>4.390,8</b>	<b>4.412,6</b>	<b>4.430,8</b>	<b>4.452,4</b>	<b>4.474,9</b>	<b>4.490,1</b>

### 5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	84,2	82,9	84,2	83,9	83,6	83,4	82,6	81,8	82,0	81,7
Industrie	624,0	619,8	624,0	622,8	621,5	619,5	618,6	619,4	620,2	620,0
Construction	248,4	257,8	249,8	252,1	254,4	256,4	258,9	261,6	263,1	263,4
Services	3.331,0	3.404,4	3.340,0	3.356,3	3.374,8	3.396,7	3.413,9	3.432,6	3.452,4	3.467,7
Commerce, transports et communications	1.043,5	1.058,3	1.044,0	1.048,2	1.051,9	1.055,5	1.060,8	1.065,3	1.068,8	1.071,3
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	825,7	866,7	831,1	840,2	850,4	862,4	871,2	882,7	892,7	897,7
Administration publique et éducation	766,9	769,4	767,9	768,2	769,0	770,4	769,7	768,7	770,4	773,9
Autres services	694,9	710,0	697,0	699,8	703,5	708,5	712,2	716,0	720,5	724,8
<b>Emploi intérieur total</b>	<b>4.287,5</b>	<b>4.365,0</b>	<b>4.298,0</b>	<b>4.315,1</b>	<b>4.334,3</b>	<b>4.356,0</b>	<b>4.374,0</b>	<b>4.395,5</b>	<b>4.417,8</b>	<b>4.432,8</b>

### 5.4 RÉPARTITION DU VOLUME DE TRAVAIL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ : SALARIÉS

(millions d'heures, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	36,5	38,1	9,1	9,5	9,6	9,5	9,7	9,4	10,0	9,7
Industrie	936,0	929,4	233,8	234,6	233,6	233,0	232,2	230,7	232,8	232,5
Construction	293,0	304,7	73,9	75,2	76,4	75,8	76,2	76,2	79,0	79,6
Services	3.962,6	4.067,2	994,6	999,2	1.009,3	1.014,9	1.019,3	1.023,7	1.034,7	1.033,5
Commerce, transports et communications	1.252,3	1.286,3	314,1	315,6	318,9	320,8	322,4	324,1	325,9	325,0
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	812,6	862,1	204,9	206,9	212,5	215,0	216,6	218,0	224,8	223,7
Administration publique et éducation	1.095,5	1.100,7	274,4	274,7	274,8	275,0	275,4	275,5	275,7	276,5
Autres services	802,2	818,2	201,2	201,9	203,1	204,0	204,9	206,1	208,3	208,3
<b>Volume de travail total (nombre d'heures)</b>	<b>5.228,0</b>	<b>5.339,4</b>	<b>1.311,5</b>	<b>1.318,5</b>	<b>1.328,9</b>	<b>1.333,1</b>	<b>1.337,4</b>	<b>1.340,0</b>	<b>1.356,6</b>	<b>1.355,4</b>

## 6 COMPTES NON FINANCIERS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

## 6.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DES RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros, données brutes)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	139.453,4	145.022,5	31.881,8	40.760,4	29.827,6	40.339,3	32.678,9	42.176,6	31.517,1	42.523,7
Impôts directs	52.461,9	54.454,6	11.945,5	15.718,3	8.356,7	17.871,6	11.577,0	16.649,3	9.068,7	18.959,6
Ménages	40.013,1	41.571,2	9.590,2	11.053,6	7.437,7	13.403,5	9.122,6	11.607,1	8.253,8	13.887,6
Sociétés	12.221,6	12.639,4	2.246,1	4.605,5	892,9	4.403,8	2.375,8	4.967,0	787,8	4.993,5
Autres secteurs	227,2	244,0	109,3	59,2	26,1	64,2	78,6	75,1	27,1	78,5
Impôts indirects	41.743,7	42.809,9	9.870,1	12.011,7	9.976,1	10.497,4	10.514,4	11.822,0	10.255,1	11.142,4
Cotisations sociales effectives	43.086,6	45.533,0	9.516,8	12.454,9	10.985,3	11.385,4	10.016,1	13.146,1	11.600,4	11.965,7
Impôts en capital	2.161,2	2.225,0	549,4	575,5	509,5	584,9	571,4	559,2	592,9	456,0
Cotisations sociales imputées	6.793,6	7.130,0	1.711,0	1.730,8	1.747,8	1.768,5	1.792,8	1.820,8	1.852,3	1.879,1
Intérêts reçus	656,2	707,2	168,3	163,4	170,0	170,6	185,2	181,5	183,8	185,5
Autres revenus de la propriété	1.232,5	1.379,7	84,2	154,6	110,1	933,3	123,6	212,7	115,5	973,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.306,0	1.123,5	246,1	465,0	233,5	275,2	220,3	394,4	233,1	245,3
Ventes courantes de biens et services produits	5.341,6	5.478,1	1.348,7	1.359,6	1.362,7	1.366,6	1.371,5	1.377,2	1.383,9	1.390,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	223,9	105,9	2,2	188,0	19,7	-28,1	21,6	92,7	31,7	-3,6
<b>Total Recettes</b>	<b>155.007,2</b>	<b>160.946,9</b>	<b>35.442,4</b>	<b>44.821,8</b>	<b>33.471,5</b>	<b>44.825,6</b>	<b>36.394,0</b>	<b>46.255,8</b>	<b>35.317,4</b>	<b>47.194,0</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	133.281,2	139.402,5	32.309,1	33.765,5	34.948,2	35.395,4	33.799,2	35.259,6	36.598,0	37.670,3
Rémunérations des salariés	37.857,8	39.273,4	8.886,8	10.065,3	9.703,3	10.003,7	9.211,5	10.354,8	10.123,2	10.443,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	11.439,5	11.831,1	2.800,5	2.883,2	3.116,0	2.858,6	2.905,8	2.950,8	3.061,0	3.055,2
Subventions aux entreprises	5.603,3	6.543,4	1.413,5	1.471,4	1.545,9	1.611,6	1.668,6	1.717,3	1.757,6	1.786,4
Prestations sociales	70.946,8	74.650,5	17.394,0	17.591,6	18.493,7	19.330,6	18.298,3	18.527,9	19.527,2	20.759,5
En espèces	48.953,2	51.441,0	12.062,6	12.114,8	12.582,4	13.437,0	12.673,2	12.748,4	13.049,9	14.301,8
En nature fournies par des producteurs marchands	21.993,6	23.209,5	5.331,4	5.476,8	5.911,3	5.893,5	5.625,2	5.779,4	6.477,3	6.457,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.429,2	3.675,5	834,8	856,2	941,9	908,3	902,1	923,2	1.026,6	980,8
Transferts courants aux entreprises	717,8	178,5	179,9	181,2	43,9	44,5	44,9	45,2	45,3	45,4
Transferts courants au reste du monde	3.286,8	3.250,1	799,6	716,6	1.103,5	638,2	767,9	740,5	1.057,1	599,6
Charges d'intérêts	12.730,8	12.988,0	3.239,9	3.151,9	3.206,7	3.218,2	3.305,7	3.257,3	3.218,9	3.227,9
Dépenses en capital	8.124,7	9.672,5	2.318,2	1.194,3	2.525,5	2.265,3	2.370,5	2.511,0	2.139,0	2.336,4
Formation brute de capital fixe	5.132,8	5.438,6	1.403,2	816,7	1.378,2	1.347,6	1.356,4	1.356,3	1.318,5	1.336,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-403,5	34,5	3,7	-415,3	6,7	8,3	9,4	10,0	10,5	10,7
Transferts en capital aux autres secteurs	3.395,4	4.199,4	911,3	792,9	1.140,6	909,4	1.004,7	1.144,7	810,0	989,4
<b>Total Dépenses</b>	<b>154.136,7</b>	<b>162.063,0</b>	<b>37.867,2</b>	<b>38.111,7</b>	<b>40.680,6</b>	<b>40.878,9</b>	<b>39.475,4</b>	<b>41.028,1</b>	<b>41.955,9</b>	<b>43.234,7</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>6.610,1</b>	<b>6.225,5</b>	<b>-658,2</b>	<b>7.140,9</b>	<b>-5.212,6</b>	<b>5.655,2</b>	<b>-1.303,9</b>	<b>7.087,0</b>	<b>-5.124,1</b>	<b>5.843,4</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>870,5</b>	<b>-1.116,1</b>	<b>-2.424,8</b>	<b>6.710,1</b>	<b>-7.209,1</b>	<b>3.946,7</b>	<b>-3.081,4</b>	<b>5.227,7</b>	<b>-6.638,5</b>	<b>3.959,3</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>13.601,3</b>	<b>11.871,9</b>	<b>815,1</b>	<b>9.862,0</b>	<b>-4.002,4</b>	<b>7.164,9</b>	<b>224,3</b>	<b>8.485,0</b>	<b>-3.419,6</b>	<b>7.187,2</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la Procédure déficit excessif</b>	<b>1.093,1</b>	<b>-965,8</b>	<b>-2.380,8</b>	<b>6.754,9</b>	<b>-7.174,0</b>	<b>3.984,2</b>	<b>-3.050,4</b>	<b>5.274,4</b>	<b>-6.601,1</b>	<b>3.998,5</b>
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	43.816,9	45.068,8	10.396,2	12.556,9	10.531,7	11.029,3	11.108,5	12.399,3	10.808,1	11.745,4

## 6.2 EVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	2,6	3,8	10,1	10,7	-6,4	12,6	-3,1	5,9	8,5	6,1
Impôts indirects	6,1	2,6	5,4	9,2	2,9	3,3	6,5	-1,6	2,8	6,1
Cotisations sociales effectives	3,9	5,7	2,7	3,7	5,7	6,1	5,2	5,5	5,6	5,1
Autres recettes	2,9	2,5	5,7	1,4	3,2	2,6	4,3	0,0	5,8	1,1
<b>Total Recettes</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>6,2</b>	<b>7,3</b>	<b>1,3</b>	<b>7,5</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>5,3</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	3,9	3,7	3,5	3,5	4,3	4,2	3,7	2,9	4,3	4,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	5,0	3,4	3,8	6,0	7,2	0,3	3,8	2,3	-1,8	6,9
Prestations sociales	2,9	5,2	2,6	2,8	5,2	5,2	5,2	5,3	5,6	7,4
Charges d'intérêts	-2,6	2,0	0,1	-3,4	1,4	1,3	2,0	3,3	0,4	0,3
Autres dépenses	-24,4	10,2	12,0	-10,1	3,3	4,5	3,8	34,3	-2,2	5,1
<b>Total Dépenses</b>	<b>-2,0</b>	<b>5,1</b>	<b>4,0</b>	<b>1,0</b>	<b>4,5</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>7,7</b>	<b>3,1</b>	<b>5,8</b>

## 6.3 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (DONNÉES CUMULÉES)

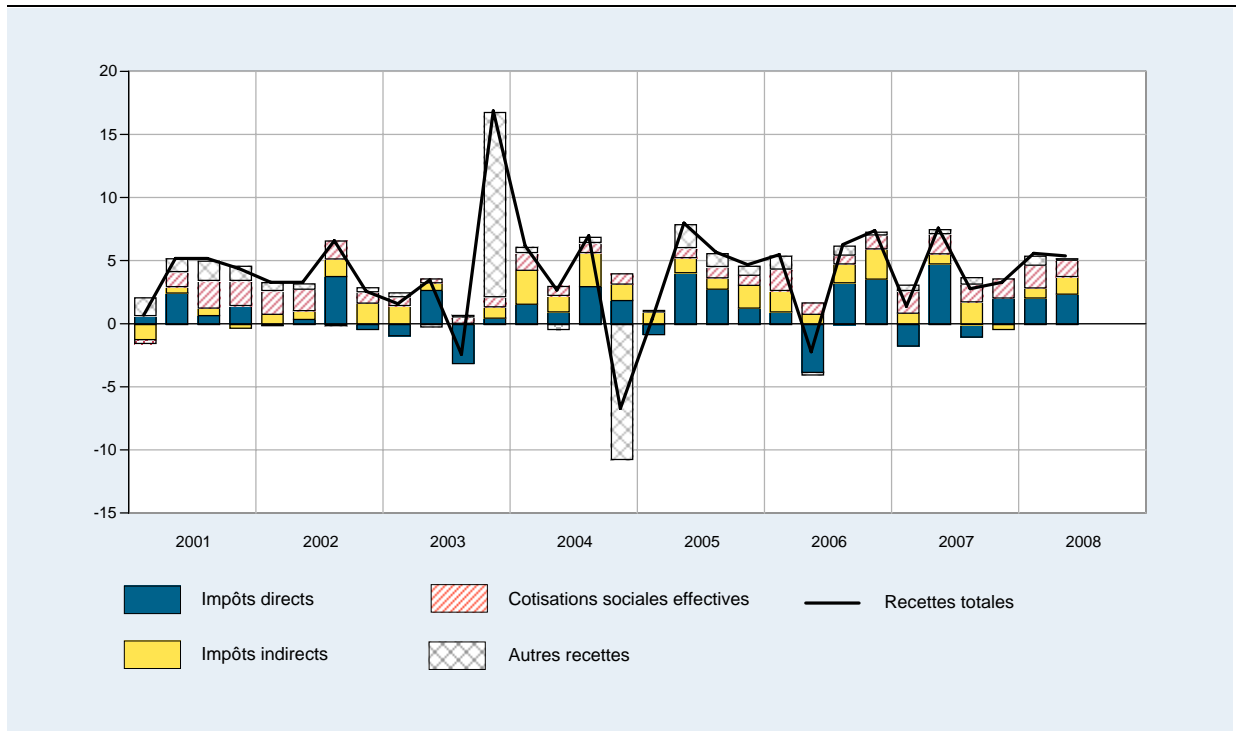
(millions d'euros, données brutes)

	2006	2007	2006		2007				2008	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	52.461,9	54.454,6	36.743,5	52.461,8	8.356,7	26.228,3	37.805,3	54.454,6	9.068,7	28.028,3
Impôts indirects	41.743,7	42.809,9	29.732,0	41.743,7	9.976,1	20.473,5	30.987,9	42.809,9	10.255,1	21.397,5
Cotisations sociales effectives	43.086,6	45.533,0	30.631,7	43.086,6	10.985,3	22.370,7	32.386,8	45.532,9	11.600,4	23.566,1
Autres recettes	17.715,0	18.149,4	13.078,2	17.715,1	4.153,4	9.224,6	13.511,1	18.149,5	4.393,2	9.519,5
<b>Total Recettes</b>	<b>155.007,2</b>	<b>160.946,9</b>	<b>110.185,4</b>	<b>155.007,2</b>	<b>33.471,5</b>	<b>78.297,1</b>	<b>114.691,1</b>	<b>160.946,9</b>	<b>35.317,4</b>	<b>82.511,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	37.857,8	39.273,4	27.792,5	37.857,8	9.703,3	19.707,0	28.918,5	39.273,3	10.123,2	20.566,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	11.439,5	11.831,1	8.556,3	11.439,5	3.116,0	5.974,6	8.880,4	11.831,2	3.061,0	6.116,2
Prestations sociales	70.946,8	74.650,5	53.355,2	70.946,8	18.493,7	37.824,3	56.122,6	74.650,5	19.527,2	40.286,7
Charges d'intérêts	12.730,8	12.988,0	9.578,8	12.730,7	3.206,7	6.424,9	9.730,6	12.987,9	3.218,9	6.446,8
Autres dépenses	21.161,8	23.320,0	16.742,1	21.161,8	6.160,9	11.628,7	17.382,8	23.320,1	6.025,6	11.774,3
<b>Total Dépenses</b>	<b>154.136,7</b>	<b>162.063,0</b>	<b>116.024,9</b>	<b>154.136,6</b>	<b>40.680,6</b>	<b>81.559,5</b>	<b>121.034,9</b>	<b>162.063,0</b>	<b>41.955,9</b>	<b>85.190,6</b>



**GRAPHIQUE 3 RECETTES**

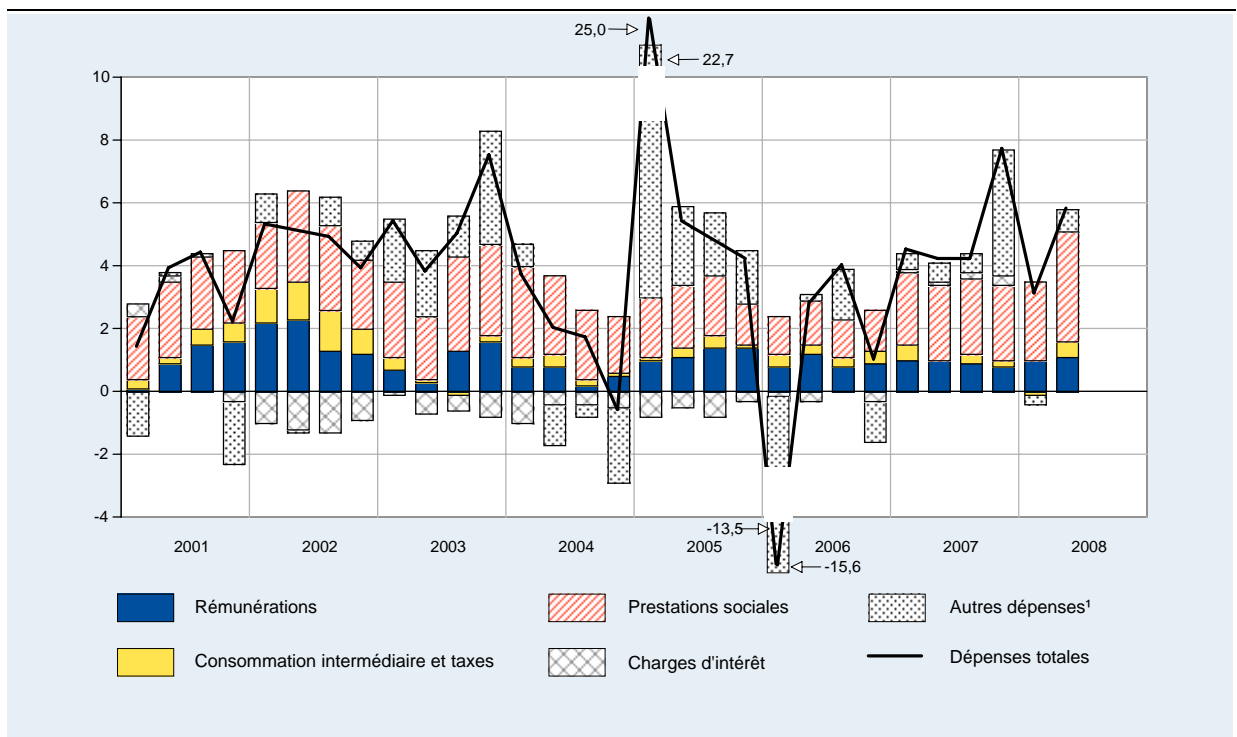
(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

**GRAPHIQUE 4 DÉPENSES**

(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

(1) La forte hausse des "autres dépenses" au premier trimestre de 2005 et, en contrepartie, la forte baisse au premier trimestre de 2006, sont liées à la reprise de la majeure partie de la dette de la SNCB par le FIF (Fonds de l'infrastructure ferroviaire), qui relève du secteur des administrations publiques.



# Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

## 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

## 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats et des comptes des administrations publiques. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes des secteurs. L'emploi et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont diffusés en même temps que les principaux agrégats (voir point 2).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 4. Tableaux ressources-emplois

Au début de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Au début de chaque année, les comptes régionaux sont publiés en mars. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

### 6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétro-polés que jusqu'en

1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétroposé par sous-secteur.

## 7. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe            Tél. +32 2 221 30 40      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn            Tél. +32 2 221 30 38      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bertrand Jadoul        Tél. +32 2 221 52 69      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : bertrand.jadoul@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo        Tel. +32 2 221 44 08      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart        Tél. +32 2 221 30 26      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : claude.modart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne    Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail : isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele        Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket        Tél. +32 2 221 30 45      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : alexander.foket@nbb.be



## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.





## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
PIB	Produit intérieur brut
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes



#### Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42  
documentation@nbb.be

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux & régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be



Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en octobre 2008